

EVERLASTING COUNTDOWNS

Race, Ethnicity and National Censuses in Latin American States

Angosto Ferrandez Luis Fernando, Kradolfer Sabine (coord.)

2012. Newcastle-upon-Tyne. Cambridge Scholars Publishing. ISBN 978-1-443-84149-8. 350p.

Texte: *Eric Crettaz, Haute Ecole Spécialisée de Suisse Occidentale, Haute Ecole de Travail Social, Genève*

Compte tenu du titre du livre, certain.e.s lectrices et lecteurs pourraient s'attendre à un ouvrage technique, voire requérant des connaissances préalables de la production de statistiques, mais ce n'est pas du tout le cas. Il s'agit plutôt d'une réflexion socio-historique, proposée par un groupe d'auteur.e.s dont la majorité sont des anthropologues latino-américains, sur les conditions de production des statistiques officielles en lien avec un sujet délicat, à savoir la façon dont les sociétés latino-américaines ont (mal)traité les populations «indigènes» ainsi que les descendant.e.s d'esclaves, et le regard qu'elles portent à l'heure actuelle sur ce passé douloureux. Ces statistiques font écho à une prise de conscience de plus en plus marquée de ces sociétés de leur «multiculturalisme».

Le premier chapitre contient une réflexion très intéressante sur la nature «politique» des statistiques officielles, non pas pour suggérer que les chiffres sont manipulés par la classe politique mais bien plutôt que le regard des statisticien.ne.s se porte sur certaines réalités plutôt que d'autres en fonction du contexte socio-politique. Ce chapitre rappelle également que l'Amérique latine «harbours the world's most unequal wealth distribution» (p.3), et que ces inégalités économiques suivent des lignes de partage «ethniques» très prononcées.

Les chapitres suivants sont consacrés à l'Argentine, la Bolivie, la Colombie, le Guatemala, Panama, le Pérou, le Venezuela et le Brésil, couvrant ainsi un large spectre de situations. En outre, des informations statistiques concernant d'autres pays encore sont contenues dans de grands tableaux synthétiques à la fin de l'ouvrage, donnant ainsi une vue synoptique des catégories utilisées dans les recensements de la population latino-américaine.

Les auteur.e.s des divers chapitres basent leur analyse sur trois dimensions principales. La première concerne les termes utilisés pour désigner les populations indigènes (mais également

les personnes de descendance africaine, p.ex. dans les chapitres sur le Brésil, le Panama ou la Colombie). Un certain nombre de chapitres analysent l'influence qu'ont exercé certain.e.s anthropologues après la Deuxième guerre mondiale, que ce soit sur la terminologie utilisée mais aussi sur les critères d'identification dans les recensements. L'une des principales difficultés, dans la perspective de la statistique officielle, est que des catégories identiques n'ont pas la même signification d'un pays à l'autre, ni n'entraînent la même adhésion. Un exemple intéressant est l'usage du terme «peuple», influencé par l'usage de l'expression «indigenous *people*» par les instances des Nations Unies. Dans certains pays ce terme est très connoté, voire rejeté, et les offices statistiques ont donc préféré utiliser «culture» ou «ethnie» dans leur recensement plutôt que «peuple». En outre, «pueblo» signifie peuple en espagnol, mais aussi village ou petite ville, rendant cette catégorie ambiguë. En ce qui concerne le nom des divers peuples indigènes, il est à noter que la plupart des recensements proposent une liste fermée de noms, imposant ainsi des nomenclatures préétablies, même si dans certains pays une catégorie «autre, noter» est proposée. Ceci pose aussi la question de savoir combien de peuples indigènes existent dans un pays, le nombre ressortant du recensement étant évidemment influencé par la formulation de la question et les possibilités de réponse proposées. Et quid des personnes ayant des ancêtres amérindiens *et* des ancêtres européens? Après avoir laissé les employés de l'Etat décider quelle était la couleur ou l'appartenance «ethnique» de ces personnes, nombre de pays ont inclus des catégories comme «mestizo» (comme l'Equateur, le Salvador, Cuba, ou le Brésil qui a une longue tradition d'utilisation de cette catégorie) ou d'autres termes équivalents.

La deuxième dimension concerne les critères d'identification des populations dites «indigènes». Historiquement, les catégories des premiers recensements étaient très influencées par le racisme pseudo-scientifique dominant la

pensée de l'Europe de la fin du 19^{ème} et du début du 20^{ème} siècle, avec des critères raciaux liés à la couleur de peau, et autres considérations telles que «sauvage» ou «civilisé», laissés à l'appréciation des employés de l'Etat réalisant la prise d'information. Après la Deuxième guerre mondiale, avec le rejet des théories racistes et l'influence croissante des sciences sociales dans l'analyse des différences entre groupes humains, les critères «culturels» se développèrent fortement dans les recensements, notamment la langue maternelle, la langue principalement parlée (critère particulièrement important en Bolivie et au Pérou), les vêtements portés, etc., menant souvent à des dérives essentialistes. Dans cette perspective, que penser d'un.e Amérindien.ne qui parle uniquement l'espagnol et s'habille en jeans et en T-shirt?

A cet égard, les auteur.e.s montrent comment une troisième ère du recensement en Amérique latine s'ouvre sur fond d'émergence de discours revendicateurs émanant des «peuples indigènes» eux-mêmes, ainsi que du rôle croissant des Nations Unies dans ce processus, et en particulier de la Convention 169 du Bureau International du Travail, qui a beaucoup contribué à l'utilisation du terme «peuples indigènes». En quelques années, la grande majorité des pays latino-américains adoptent le critère d'auto-identification dans leur recensement: ce ne sont plus les employés de l'office statistique national qui décident si une personne appartient à un «peuple indigène»; ce sont les répondant.e.s qui décident s'ils ou elles se sentent appartenir à ce groupe.

Finalement, un autre critère fondamental, et plus difficile à situer d'un point de vue chronologique, est la question de la territorialité. En effet, le lien est souvent établi entre le fait d'appartenir à un peuple indigène et de vivre dans certaines régions, notamment dans les hauts plateaux des Andes et dans la forêt amazonienne. Au Venezuela, jusqu'en 2001, les populations indigènes n'ont d'ailleurs été recensées que dans certaines régions.

En outre, le thème de la classification des personnes issues de «peuples indigènes» mais vivant en milieu urbain est abordé dans nombre de chapitres, cette catégorie ayant souvent été considérée comme constituée d'«indiens intégrés» et «métissés» n'étant plus de «vrais indiens». L'utilisation de critères d'auto-identification a profondément remis en cause cette perception, car beaucoup d'Amérindiens vivant en milieu urbain, y compris les «métisses», s'identifient à l'un ou l'autre «peuple indigène» listé dans les recensements. Ces discussions sur la dimension spatiale/géographique de l'«indigénité» reflètent en partie des débats politiques et des revendications concernant les droits de propriété collective des groupes indigènes sur certains territoires.

La troisième dimension sous-tend les deux précédentes et constitue le fil conducteur de l'ouvrage, à savoir l'impact du contexte social, économique et politique sur la production de recensements, notamment envers une population désignée comme «indigène». Ainsi, les auteur.e.s montrent comment les questions posées et la méthode de collecte des informations sont souvent influencées par le regard que la société dominante porte sur ces groupes minoritaires. Ainsi, le degré de discrimination envers ces populations a un impact marqué sur les réponses fournies, ainsi que le fait que le pays soit dirigé par un gouvernement démocratiquement élu ou par une dictature militaire, que le pays traverse une période de prospérité pacifique ou sorte ravagé d'une guerre civile sanglante (ce dernier point étant particulièrement saillant pour le Guatemala, le Pérou et la Colombie), que les personnes issues des «peuples indigènes» représentent une très petite minorité (comme en Argentine après le génocide de la fin du 19^{ème} siècle) ou une majorité de la population (comme en Bolivie), etc. Plus spécifiquement, certains chapitres contiennent des descriptions intéressantes concernant les conditions de participation des représentants des peuples indigènes dans le processus de production des recensements, avec parfois de vrais conflits concernant le pouvoir de compter et de reconnaître (p. ex. en Colombie).

On pourrait éventuellement reprocher à cet ouvrage le fait que les chapitres nationaux sont de qualité et de structure assez différentes, rendant difficile les comparaisons. Mais les différences entre pays sont importantes, ce qui explique en partie cet état de fait. Dans tous les cas, cet ouvrage présente un intérêt évident pour toute personne s'intéressant à la question de la construction sociale des «races» et des «ethnies», et du rôle que les pouvoirs publics jouent dans ce processus, ainsi que pour les spécialistes des indicateurs sociaux et de leur condition de production.